relations

revue du mois publiée sous la responsabilité
d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus

Directeur: Irénée Desrochers

Conseil de Direction: Bernard Carrière, Jean-Louis D'Aragon, Jean-Guy Saint-Arnaud, Jacques Saint-Aubin.

Comité de Rédaction: Jacques Chênevert, Irénée Desrochers, Marcel Marcotte, secrétaire

Administration: Maurice Ruest

Rédaction, Administration et Abonnements:
8100, boul. Saint-Laurent, Montréal - H2P 2L9
tél.: 387-2541.

Publicité: Liliane Saddik, 1700, rue Allard, Ville Brossard,
Téléphone 678-1209.

M. Jean-Robert Gendron est autorisé à solliciter des
abonnements pour la revue.

numéro 422
janvier 1977

SOMMAIRE

Québec et Tiers Monde Autonomie collective et collaboration	Ernst Verdieu	3
Prêtre ouvrier Un Jésuite en usine	J.-P. Labelle	7
Réflexions à poursuivre Y a-t-il une crise des valeurs au Québec?	Irénée Desrochers	11
Propos du Professeur Fourastié sur la condition humaine	R. Arès	15
Cinéma et action pastorale Eglise québécoise et Cinéma, pour de nouvelles approches	Yves Lever	18
Les Femmes et l'action L'Association Féminine d'Education et d'Action Sociale	Solange Gervais	24
Chroniques CINEMA: "Le Juge et l'Assassin" de Tavernier	Jean-René Ethier	26
THEATRE: "Pygmalion": le TNM fête ses 25 ans	G.-H. d'Auteuil	29
LITTÉRATURE: Inventer une nouvelle race: Le Déroulement de Wilfrid Lemoine	Gabrielle Poulin	30

Relations est une publication des Éditions Bellarmin.
Prix de l'abonnement: \$8 par année. Le numéro: 75c

Les articles de Relations sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR) de la Bibliothèque nationale du Québec, dans l'Index analytique de périodiques de langue française (PERIODEX), dans le Canadian Periodical Index, publication de l'Association canadienne des Bibliothèques, et dans le Répertoire canadien sur l'éducation. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781
Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 0143.

Les élites politiques les bas salariés et la politique du logement à Hull

par Caroline Andrew, André Blais et
Rachel Des Rosiers
15 x 23 cm., 280 pages. - Prix: \$6.75

Critique épistémologique de l'analyse systémique de David Easton

par Denis Monière
15 x 23 cm., 254 pages. - Prix: \$9.00

La syntaxe narrative des tragédies de Corneille

15 x 23 cm., 172 pages. Prix: \$6.00

Lexicographie, bilinguisme juridique et ordinateur

par Viateur Bergeron et David C. Burke
15 x 23 cm., 352 pages. - Prix: \$12.50

En vente chez votre librairie et aux:

Editions de l'Université d'Ottawa
65, avenue Hastey
Ottawa, Ont.
K1N 6N5

DE NOUVEAU DISPONIBLES

RECONNAÎTRE L'ESPRIT

par Jacques Custeau et Robert Michel
\$1.95 (par la poste \$2.50)

EUCHARISTIES

(édition revue et corrigée)

par André Myre
\$4.95 (par la poste \$5.50)

Nous assumons les frais de port
sur toute commande payée
d'avance

Aux

ÉDITIONS BELLARMIN

8100, Boul. St-Laurent
Montréal
H2P 2L9
Tél.: (514) 387-2541

Au Québec et au Tiers Monde, un équilibre à inventer

AUTONOMIE COLLECTIVE et COLLABORATION

par Ernst VERDIEU*

Québec et Tiers Monde

Le Québec est loin de faire partie du Tiers Monde: son équipement industriel, son produit national brut par tête, etc... ne permettent pas une telle assimilation fantaisiste. Cependant il existe plusieurs points de solidarité, sinon de convergence au moins conjoncturelle. Nous avons assisté en 1976 au point de départ de certaines orientations politiques de la part du Tiers Monde et du Québec qui ne sont pas sans ressemblance, même si on ne saurait les considérer comme identiques.

Partons du Québec, plus accessible pour nos lecteurs. Une des dernières affirmations des dirigeants du Parti Québécois nous guidera. On a dit que le mot "séparation" était rayé du vocabulaire; on propose une nouvelle association. Il s'agit, en fait, d'un mouvement dialecti-

* Sociologue, responsable du Service de Recherche au "Centre d'Etude et de Coopération Internationale" (C.E.C.I.). Ses derniers articles dans la revue (voir Relations, avril et juillet-août, 1976) ont présenté des réflexions sur la responsabilité du Canada devant le "Nouvel Ordre Economique International" et le problème de la faim dans le monde.

que, dont la portée échappe à plusieurs et sur lequel nous reviendrons. Le Parti Québécois ne propose pas la séparation pour elle-même. Quand on chante les vertus chrétiennes d'un fédéralisme bilingue et multiculturel, il serait sans doute prêt à y souscrire. On ne se bat pas contre l'idée du fédéralisme en soi, mais contre les conditions de sa réalisation. Dans le concret, malgré l'égalité de principe, l'égalité de fait n'existe pas; et - c'est là le point majeur de divergence - on pense qu'elle ne PEUT PAS exister dans le contexte actuel. Pour réaliser le même principe de base que défend le fédéralisme, soit une association entre égaux et également profitable pour tous, on propose un double mouvement apparemment contradictoire, mais en fait convergent: la séparation et l'association. La séparation permettra de récupérer son identité (sans elle, on ne peut s'allier à une personne, on ne peut que s'aliéner), puis l'association permettra de retrouver un partnership, mais cette fois défini d'égal à égal; où les droits de la partie minoritaire ne seront pas reconnus par pure générosité, comme une sorte de concession, mais à partir d'une négociation où le maître-mot sera "l'interdépendance", autrement dit, des intérêts vraiment mutuels.

Nous ne disons pas ici si ce nouveau type de démarche a plus de chance de réussir que le premier. Nous nous contenterons pour l'instant de faire un parallèle avec les démarches du Tiers Monde.

Le Tiers Monde a inauguré en 1976 un long et difficile processus

dit "d'autonomie collective", et dont on ne saurait dire s'il pourra aboutir ou non. Les structures ne sont certes pas, comme pour le Canada, celles d'un pays déjà unifié et pour lequel il faut trouver une nouvelle forme d'unité, mais, au contraire, d'une multitude de pays divers et donc de partenaires. Alors que le fédéralisme canadien reconnaît de droit l'égalité de tous les Canadiens, on ne saurait reconnaître aux structures de l'O.N.U. qu'une certaine volonté commune de vivre en paix, efficace quand les intérêts des grands ne sont pas en jeu.

De toute façon un processus a été amorcé pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international (NOEI) et il suppose la collaboration de toutes les nations pour sa réussite.

Parallèlement à ce programme de concertation, qui s'annonce plutôt ardu, en raison des intérêts impliqués, le Tiers Monde cherche à récupérer une marge commune de manoeuvre par une collaboration qu'on a qualifiée d'horizontale (image à méditer) dans le but d'aboutir à une AUTONOMIE COLLECTIVE.

Cette démarche signifie que le Tiers Monde voudrait - et, dans une certaine mesure, veut - échapper à la dépendance vis-à-vis des pays industrialisés. Comme il est difficile pour un seul pays d'y arriver, on cherche à s'en sortir ensemble. Le postulat non énoncé étant que cette nouvelle solidarité ne créera pas une nouvelle dépendance. (Évidemment la seule crainte d'une nouvelle dépendance à l'intérieur du Tiers Monde pourra servir d'alibi

et de chantage pour éviter une cohésion des pays défavorisés.)

En même temps qu'on cherche à créer les conditions d'une collaboration renouvelée intra-Tiers Monde, donc à l'exclusion des pays industrialisés, on continue à rechercher dans d'autres arènes les moyens de rééquilibrer la collaboration internationale entre les pays industrialisés et le Tiers Monde. On retrouve là aussi une double démarche: séparation et association; autonomie et collaboration. La prise de conscience, dans les deux cas, celui du Québec ou d'une partie du Québec et celui du Tiers Monde, est la même: sous une apparence d'égalité les jeux sont faussés et il faut recréer les conditions d'une nouvelle — et, espère-t-on, juste et réelle — égalité.

I. - LA DÉMARCHE DU TIERS MONDE EN 1976

En ouvrant la "Conférence sur la coopération économique entre pays en développement," M. Kurt WALDHEIM, Secrétaire Général de l'O.N.U., a fort bien synthétisé la démarche du Tiers Monde; c'était le 14 septembre 76 à Mexico. Il a souligné, d'une part, ce qui fait la cohésion du Tiers Monde:

"On s'étonne parfois, dit-il en se référant au groupe dit des 77, que des pays aussi nombreux, si différents par leurs ressources et par leur degré de développement, aient réussi à harmoniser leurs politiques dans de nombreux domaines. On juge souvent extraordinaire que, sur la scène mondiale, ils aient su s'en tenir à une stratégie commune en dépit de divergences considérables, notamment d'ordre politique et idéologique. Mais il ne faut pas oublier que dès que leur mouvement a pris naissance, ils ont parfaitement compris que la solidarité économique pouvait triompher des divergences politiques et fournissait la meilleure assiette possible à la coopération dans de nombreux domaines."

(cf. *Marchés Tropicaux*, 24 septembre 1976)

D'autre part, ce groupe, pour lui, ne cherche pas à s'isoler:

"Jamais le mouvement de solida-

rité des pays du Tiers Monde n'a cherché à s'isoler du contexte mondial ou des institutions ayant pour vocation d'organiser la coopération mondiale."

Mais quelque chose de neuf s'est passé:

"Cette Conférence(...) marque l'avènement d'une phase nouvelle pour le mouvement de solidarité des pays du Tiers Monde, qui se limitait jusqu'ici à la recherche de positions et de propositions de négociation pour le dialogue Nord-Sud, objectif qui, sans rien perdre de son importance, ne constituera plus l'unique préoccupation de ces pays. Cette Conférence s'efforcera d'accroître le "poids spécifique" des pays du Tiers Monde dans les affaires mondiales en organisant l'AUTOSUFFISANCE COLLECTIVE, en recherchant des modes de coopération qui permettent de mobiliser davantage les ressources locales et de hâter les changements de structures qui sont le but de toute politique de développement..."

M. Waldheim a insisté de façon un peu exclusive sur la Conférence de Mexico et on le comprend dans les circonstances. Mais il s'agit en fait d'un mouvement qui ne date pas de 1976, qui s'exprimait en particulier dans les efforts de coopération régionale, qui a même constitué l'un des 21 principes du programme onusien du NOEI. En cette même année 1976, plusieurs rencontres ont eu lieu dans la même veine et nous mentionnerons celles de Colombo, de Mexico, de Nairobi.

Le Non-Alignement vers la Solidarité économique (Colombo, Sri Lanka) août 76

Les media d'information nous avaient bien conditionnés avant la tenue de cette réunion: ça ne pouvait qu'éclater et l'on a fait état bruyamment de l'absence de Fidel Castro, des querelles internes qui ne permettent plus de définir le non-alignement, etc... Finalement on est tout à fait étonné de lire dans *Le Monde* du 12 au 18 août 1976 un titre comme celui-ci: D'Alger à Colombo: un bilan positif.

Une proposition qui peut paraître farfelue nous éclairera quant à l'orientation que cherche à tâtons le Tiers Monde. Mme BANDARA-

NAIKE, Premier Ministre du Sri Lanka, pays hôte, a suggéré de créer une BANQUE des pays du Tiers Monde et une MONNAIE-CONTREPOIDS "soutenue par le potentiel économique des pays non-alignés et autres pays en développement." Elle voudrait qu'un tel "nouvel ordre financier international" aboutisse à l'abolition du "rôle dominant des monnaies internationales dans les réserves internationales".

Au Québec, ceux qui soutiennent les GENS DE L'AIR pour l'usage du français dans les communications aériennes, peuvent comprendre le problème. Il y a une langue dominante dans le monde, la langue de l'empire, l'anglais; on cherche par tous les moyens à en étendre l'emprise. Théoriquement (et peut-être réellement d'ici à quelques années), cela se présente comme une langue unificatrice, bénéfique pour l'ensemble de l'Humanité marchant vers l'unité. Qu'on le veuille ou non, l'anglais, à cause à la fois de l'empire britannique et de l'empire commercial américain, a pris une nette avance de ce côté. Mais il ne s'agit pas seulement d'une question technique. Sans compter la situation défavorable où se trouvent au départ ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais et, encore plus, ceux qui ne bénéficient pas d'une politique d'éducation linguistique favorisant l'étude de cette langue d'empire, il faut se rendre compte que cette langue véhicule une CULTURE et l'enjeu véritable est là. Faut-il unifier l'Humanité en l'appauvrissant?

Or si la langue de l'empire s'impose, la monnaie aussi, soumise aux décisions unilatérales d'un pays — puisqu'il s'agit, en principe, d'une monnaie NATIONALE, alors qu'elle joue — de fait — le rôle d'une monnaie INTERNATIONALE. Ce qui est vrai du dollar est vrai aussi dans des proportions plus réduites du franc, de la livre sterling... Ainsi d'un pays du Tiers Monde à l'autre se situe la médiation non seulement de la langue d'un pays étranger, mais celle d'une monnaie étrangère.

Il est clair qu'on ne saurait minimiser les difficultés auxquelles on doit faire face, mais ce qui est important et extrêmement significatif, c'est qu'au lieu de se contenter d'un couplet de plus sur l'impérialisme, on prend conscience de ses mécanismes et on cherche à

les démonter. On ne se contente plus de crier à la pieuvre, on s'attaque à ses bras un à un de façon systématique.

Là encore on ne demande pas la destruction pure et simple de l'ordre financier international actuel, mais on ne veut pas non plus se contenter de regarder les "Grands" se réunir à Porto-Rico ou ailleurs pour prendre des décisions qui concernent tout le monde et les faire avaliser ensuite aux autres. La solution proposée pourra s'avérer non seulement coûteuse pour le Tiers Monde, mais encore inefficace; mais le chemin inauguré de la recherche patiente de solutions concrètes, même audacieuses, ne pourra que porter des dividendes.

Etude de "faisabilité": les 77 à Mexico: Septembre 1976

La réunion de Mexico, faisant suite à celle tenue à Manille en février de la même année, était une réunion de fonctionnaires. Comme nous l'avons déjà souligné, M. Waldheim a salué là un vrai tournant dans la démarche du Tiers Monde. Le Secrétariat de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a publié, à cette occasion, une analyse qui nous éclairera.

De l'avis du secrétariat de la CNUCED, le renforcement de la coopération économique entre pays en développement dans le domaine du commerce international exige deux types d'action: l'instauration d'une coopération entre ces pays afin qu'ils adoptent des positions communes et acquièrent le maximum de poids dans les négociations et l'intensification soutenue des échanges commerciaux entre eux.

Le programme intégré pour les produits de base lancé par la Conférence à Nairobi constitue un cadre pour des modes de collaboration qui pourraient non seulement améliorer le pouvoir de négociation du Tiers Monde sur le marché des produits de base, mais aussi développer de nouveaux marchés à l'intérieur du tiers monde aussi bien pour les produits primaires que pour les articles manufacturés. La coopération entre pays en développement dans ce domaine pourrait également être assurée par la constitution et l'exploitation de sociétés

commerciales mixtes, des plans multinationaux d'importations et des négociations commerciales multilatérales.

Le deuxième aspect de la coopération entre pays en développement — le renforcement des échanges commerciaux et autres — nécessitera un effort délibéré aux niveaux sous-régional, régional et interrégional. Cet effort visera non seulement à l'instauration de nouveaux plans d'intégration ou au renforcement de ceux qui existent déjà, mais aussi à la mise en place de dispositifs plus larges conçus pour l'ensemble du tiers monde moyennant l'instauration d'un système de préférences commerciales ou la reconnaissance mutuelle d'autres avantages spéciaux, en particulier pour les articles manufacturés et semi-finis. La création d'un système de paiements pour les pays du tiers monde, combinant des accords de compensation et des dispositifs pour le règlement des soldes dans une unité monétaire mutuellement acceptable, facilitera également la disparition ou l'abaissement des obstacles au commerce entre pays en développement.

(Bulletin de la CNUCED, No 120, Septembre 76)

Répetons-le: la réunion de Mexico était une réunion de fonctionnaires; elle se voulait une rencontre technique et, à ce titre, ce n'est qu'un début. Le défi est de taille: il s'agit de savoir si on peut passer de la phase de la revendication à celle de la construction d'un ordre nouveau.

Décoloniser l'INFORMATION: Nairobi, UNESCO, Octobre-novembre 1976.

Pour la plupart des media d'information occidentaux, l'important à la conférence générale 1976 de l'UNESCO, ce fut le "cas" d'Israël, qui devait être admis au groupe régional européen. Dans une dépêche de Reuter, publiée par le *Devoir* en date du 1er décembre 76, on peut lire:

La plus grande contribution de cette conférence aura peut-être été d'avoir jeté l'ébauche d'une agence de presse du tiers monde.

Pourtant, à chaque fois que le *Devoir* a voulu souligner quelque

chose d'important à cette conférence, le titre parlait d'Israël, y compris en sa livraison du 29 octobre — d'après AFP et Reuter, — où la plus grande partie de la dépêche concernait les problèmes de l'information. Pour les pays du Tiers Monde, cette question-là était cruciale. Il ne s'agit encore que d'une ébauche comme on l'a dit. On a failli faire dévier le débat sur la liberté de la presse, avec une motion de l'URSS manifestement inacceptable pour les monopoles privés occidentaux. Quand on sait, au Canada, l'importance que le gouvernement américain a accordé aux magazines *Time* et *Reader's Digest*, on peut mesurer à quel point, sous le couvert de la liberté, on veut défendre des privilèges. Mais le problème central, c'est que l'information semble circuler à sens unique. Et même d'un pays du Tiers Monde à l'autre, on est pratiquement obligé de passer par la médiation des grandes agences de presse, qui accordent aux événements l'importance que l'Occident veut lui accorder.

En 1973, le président de la Finlande, M. Urho KEKKONEN, faisait la constatation suivante:

Dans le monde des communications, on peut observer à quel point les problèmes de la liberté d'expression à l'intérieur d'un Etat sont identiques à ceux de la communauté mondiale formée par différents Etats. A un niveau international, on trouve les idéaux de libre communication, mais leur application de fait est faussée en faveur des riches et aux dépens des pauvres. Globalement, le flot d'informations entre Etats — et surtout le matériau utilisé par la télévision — est dans une très large mesure à sens unique et déséquilibré et ne possède nullement la profondeur et l'ampleur qu'exigent les principes de la liberté d'expression.

Se pourrait-il que les prophètes qui prêchent la communication sans obstacle ne soient pas concernés par l'égalité entre nations, mais se retrouvent du côté du plus fort et du plus riche?

(Cité dans *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, Septembre 1975.)

Finalement à Nairobi on a adopté une résolution contre laquelle il n'y a eu aucune opposition et seulement trois abstentions. "La résolution, dit la dépêche de l'AFP, a recueilli l'adhésion de délégations ayant pris,

en ce qui concerne les problèmes de l'information, des positions divergentes, voire résolument opposées, telles que celles de l'Union soviétique et des Etats-Unis... Le projet invite l'Unesco à consacrer quelque 500 000 dollars à des études préliminaires sur les méthodes à employer pour accroître le courant des informations en provenance du tiers monde."

C'est donc une très bonne note finale de 1976 - au moins dans la ligne des "projets" et des "études" - où apparaît nettement ce double mouvement de la démarche du Tiers Monde en 1976: autonomie et collaboration.

II. - LA DÉMARCHE DU QUÉBEC

Quel Québec?

Il est sans doute inutile de redire pour des lecteurs québécois que l'idée de l'indépendance du Québec n'est formellement soutenue jusqu'ici que par une minorité. L'enquête de l'INCI, avant même les élections, a été claire là dessus.

Mais il serait dangereux, si on ne veut pas commettre une bévue sociologique, d'estimer que la situation de cette minorité est la même aussi bien avant qu'après l'élection du Parti Québécois. D'abord parce que les dirigeants sont maintenant dans une position de force pour expliquer à la population ce qu'ils veulent réellement. Ensuite, parce que la surprise de cette élection peut amener de la part des adversaires de l'indépendance des erreurs stratégiques irréversibles. Enfin et surtout parce que cette idée a été en quelque sorte "exorcisée"; elle ne fait plus peur et ceux qui la prônent passent pour des hommes sérieux et honnêtes et non pour des farfelus. Autrement dit, le comportement émotionnel risque de changer de camp. Avant, on pouvait jouer sur l'émotivité suscitée par la peur de l'indépendance; après, maintenant que le risque ne semble pas impossible, ce sont les autres qui prennent peur.

Cependant l'élection du Parti Québécois peut aussi jouer à l'encontre de l'idée de l'indépendance. M. Lévesque l'a bien senti quand il a déclaré en présentant son cabinet:

La tâche qui attend le nouveau gouvernement est immense. Jamais, peut-être, un groupe d'hommes et de femmes n'aura été porteur de tant d'espoir. Nous nous sommes volontairement fixé des objectifs élevés et nous serons - après, je l'espère, une période normale de "chance au coureur" - jugés sévèrement. S'il fallait que nous décevions les Québécois, ce serait notre confiance en nous-mêmes comme peuple, qui risquerait d'être atteinte. Nous n'avons pas le droit de manquer notre coup.

Les diverses positions

Ce serait vraiment une gageure et une entreprise prématurée de vouloir synthétiser les diverses prises de position suscitées au Canada par la victoire péquiste. Mais on peut évoquer certaines attitudes.

Certains, manifestement, n'ont pas encore saisi l'enjeu auquel on doit faire face et se contentent d'en tirer des avantages - ou, du moins, essaient de le faire; qu'il s'agisse d'avantages économiques et sociaux du francophone qui veut "pousser" l'anglophone; ou qu'il s'agisse d'avantages politiques qu'on veut tirer à partir de solutions mal définies.

D'autres sont encore au niveau des réactions émotives. Tel leader parlait avec agressivité de ceux qui veulent diviser "son" pays; et certains Québécois lui diront: "est-ce aussi le mien?" Mais, si l'on en croit M. Claude Ryan parlant dans un éditorial des réactions des Canadiens anglais, l'élection du Parti Québécois tend à faire réfléchir sérieusement bon nombre de ceux qui auparavant étaient irrités quand on leur parlait des problèmes propres du Québec.

Plusieurs sont inquiets soit de l'avenir de l'ensemble du Canada, soit du sort de certaines Provinces, comme les Maritimes, advenant une séparation du Québec.

La majorité - à mon avis, pour ne pas dire à mon intuition, car les données ne permettent pas de trancher cette question - met plutôt en cause le type actuel de fédéralisme que l'on vit au pays (et même pour certains, simplement le style de gouvernement de M. Trudeau). Mais, pour tous, la question est posée et ne peut être éludée.

LA Question

Pour ma part, je crois que M. Trudeau, dans son allocution du 24

novembre, a fort bien posé la question.

La question est la suivante: les francophones du Québec peuvent-ils considérer le Canada comme leur pays, ou doivent-ils se sentir chez eux seulement au Québec? Or, vous savez bien qu'un nouveau partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces ne fera jamais qu'un francophone se sente aussi à l'aise à Toronto ou à Vancouver, qu'il se sent à l'aise au Québec.

Les Québécois sont fiers. Ils veulent s'épanouir, libres et indépendants. La seule question qui importe, ce n'est pas le partage des pouvoirs. La seule question qui importe, c'est la suivante: qui, du Canada ou du Québec, peut le mieux assurer l'épanouissement des Québécois dans la liberté et dans l'indépendance? Or, cette question brutale, il faut que les Canadiens y répondent dès maintenant. Non seulement par des mots, mais par des gestes, par des attitudes à l'égard des langues, notamment.

La victoire du Parti Québécois ne permet plus de repousser le problème d'une génération sur le dos des écoliers d'aujourd'hui, et dans ce sens la crise est présente, le défi immédiat. Le Canada ne peut pas survivre par la force.

La Solution?

Notez, dans la bouche de M. Trudeau, l'emploi du mot "INDEPENDANCE": "épanouissement des Québécois dans la liberté et dans l'indépendance". Evidemment l'indépendance dont il est ici question s'oppose à une dépendance (qu'on aurait tendance à qualifier de servile) à l'intérieur d'un même pays. Donc, on reconnaît que les Québécois ont droit à une "indépendance", celle qui leur permet de décider de leurs propres affaires. Mais, est-ce que cette indépendance, disons, socio-économico-culturelle (qu'il faudrait d'ailleurs définir plus en détail) et qui peut très bien se vivre dans "l'interdépendance", postule, réclame, de droit ou de fait, l'indépendance politique "nationale"?

La solution proposée par une partie du Québec, c'est qu'il est nécessaire pour le Québec de récupérer son indépendance politique afin de sauvegarder son indépendance socio-culturelle.

Il me faudrait rectifier un peu un jugement porté plus haut: la ques-

tion, telle que posée par M. Trudeau, ne recoupe pas entièrement le problème tel que vu par les partisans de l'indépendance. Il ne s'agit pas pour eux d'une simple commodité politique, mais d'un droit, basé sur l'existence d'un PEUPLE québécois. D'après cette conception, la fédération canadienne serait basée (si on oublie évidemment les natifs du pays) sur l'entente entre deux sociétés, deux nations, deux peuples, M. Trudeau parle de "deux réalités".

Nous n'avons pas la prétention de proposer une solution. Nous avons été préoccupés dans cet article par la similitude de deux démarches. L'indépendance politique ne me semble pas être l'objectif théorique absolu. On sait fort bien, d'après l'expérience de tant de nations, que l'indépendance politique peut n'être que le paravent pour une nouvelle forme de colonisation. L'indépendance qu'on vise, c'est celle qui permet aux Québécois d'être réellement maîtres chez eux. Et c'est pour réaliser une telle indépendance, qu'on propose une rupture d'un lien jugé en définitive comme colonial. Ce mouvement de rupture n'est pas considéré comme l'aboutissement du processus. Celui-ci s'achèvera quand un mouvement inverse de rapprochement, de création de nouveaux liens aura été établi. "Autonomie" et "Collaboration".

Ce qu'on doit constater dans les deux démarches, c'est qu'on part d'une analyse de FAIT: ceux qui sont en situation privilégiée sont certes prêts à faire des concessions, pourvu que de telles concessions n'altèrent en rien leur statut de privilégiés; ils veulent conserver des relations THEORIQUEMENT égalitaires, mais qui se vivent en pratique à leur profit et aux dépens des autres.

Face au mouvement de rupture, les riches ou les privilégiés sont-ils prêts à accepter une véritable égalité des hommes, ou chercheront-ils par tous les moyens: la charité et la fraternité spirituelle si ça marche, la force et l'assassinat si nécessaire, à créer de nouvelles situations de dupes, où leurs intérêts seront mieux cachés mais toujours aussi bien préservés? C'est la question qui se pose à tous au seuil de 1977.

Prêtre ouvrier

Un Jésuite en usine

par Jean-Paul Labelle*

Un accident de travail...

"Que s'est-il passé exactement? Egide s'était chargé avec Georges, son compagnon de travail des derniers mois, de défaire des plaques de métal de 6 mètres sur 1,50 mètre amenées par un pont roulant et de desserrer les pinces de la grue. Les plaques étaient entreposées verticalement entre des piliers d'appui en fer. A un moment donné, une des pinces retenait une plaque bloqua et Egide se rendit derrière la pile pour la desserrer. A ce moment, un des piliers d'appui se rompit, les autres cédèrent et toute la masse des plaques, lourde de plusieurs milliers de kilos, bascula. Sous le poids, Egide fut projeté violemment à la renverse contre une plaque dressée verticalement derrière lui. Le coup lui brisa l'échine; il mourut sur-le-champ, les bras étendus sur les plaques. Il venait d'avoir 34 ans." (1)

Accident à quelqu'un pas comme les autres

Cet accident tragique, arrivé à un ouvrier, a ceci de particulier que le dit ouvrier était un jeune prêtre jésuite. Un prêtre ouvrier employé dans une usine de Bruxelles et mêlé à la classe défavorisée où il se perdait

dans un quasi-anonymat.

D'autres accidents, précurseurs de celui qui fut mortel, lui étaient déjà survenus: il s'était d'abord écrasé un pouce, puis il avait failli perdre trois doigts et avait aussi subi une blessure sérieuse à un pied. Distraction? Maladresse? Non, de semblables accidents survenaient aussi à d'autres ouvriers, car le métier est pénible et dangereux et, avec cela, mal rémunéré. Une infirmière, qui l'avait soigné lors d'une de ses blessures, avait eu cette parole prophétique: "Encore un que vous voulez assassiner!" (Journal, 290).

Mais qu'est-ce qui avait bien pu inspirer à Egide van Broeckhoven d'aller travailler dans de telles conditions? Le journal spirituel de ses dix dernières années en livre le secret (2). Mais, avant d'y venir, il sera peut-être bon de prendre connaissance de la vie et du tempérament de ce jeune jésuite qui a voulu aller aux plus pauvres et partager avec eux son amitié, comme le fit le Christ aux temps évangéliques.

Un itinéraire caché: il deviendra prêtre-ouvrier

D'abord, il y a les événements de sa vie; ils semblent très ordinaires. Puis, sa vie mystique, cachée, secrète, qui dévore Egide et qui, elle, paraît extraordinaire.

(1) Extrait de *Jesuiten*, 2e numéro, 1968, cité dans le *Journal spirituel*, p. 379.

(2) Egide van Broeckhoven, *Journal spirituel d'un jésuite en usine*, DDB-Bellarmin, 1976, 390 pages. - En vente à la librairie Bellarmin.

* L'auteur, jésuite, est directeur de ministères chez les jésuites canadiens-français.